

POURQUOI BROEDERLIJK S'ENGAGE-T-ELLE DANS L' ACTION POLITIQUE ?

1. Pourquoi investir dans l'action politique ?

Les organisations telles que Broederlijk Delen sont-elles appelées à limiter leur action à soutenir uniquement des projets de développement dans le Sud ? Cela constitue sans doute leur tâche principale. Mais Broederlijk Delen a simultanément la mission fondamentale de s'atteler aux causes structurelles de la pauvreté et du sous-développement. Cela n'est pas une mission que l'organisation s'est attribuée elle-même mais une demande pressante et répétée des organisations partenaires dans le Sud : si vous souhaitez être un vrai partenaire – et donc plus qu'une simple boîte aux lettres de financement – vous devez également prendre des responsabilités dans le Nord. Cela signifie que nous **informons les gens et les rendons conscients** de ce qui se passe dans le Sud. Nous **agissons également auprès des acteurs politiques** afin qu'ils prennent des décisions favorables aux changements dans le Sud.

Les décisions politiques du Nord peuvent avoir des conséquences considérables pour le Sud. C'est pourquoi la dimension politique forme un élément essentiel de l'action de Broederlijk Delen.

2. Des structures d'injustice

La pauvreté est un problème complexe. Elle est le plus souvent le résultat d'injustices sous-jacentes. Celles-ci ont un caractère structurel parce qu'elles se situent très en profondeur et sont maintenues par des groupes de pression déterminés. Ces 'structures d'injustice' entravent la lutte de nos organisations partenaires contre la pauvreté et l'injustice. Ci-dessous nous présentons quelques exemples de structures d'injustice qui se trouvent à la base de la pauvreté.

2.1. Des structures de la société



Parfois la structure de la société d'un pays maintient elle-même la pauvreté. Quand une société considère un groupe particulier de la population comme inférieur, par exemple sur la base de la descendance ou du sexe il est difficile pour ce groupe de sortir de la pauvreté.

Aux Indes, par exemple, le grand écart entre la population appauvrie des Indes et la classe moyenne plus aisée est, entre autres, le résultat du système traditionnel des castes.

La discrimination sur la base du sexe est également un obstacle structurel profondément ancré qui entrave le développement des individus. Les femmes, à travers le monde, sont généralement plus pauvres que les hommes parce que moins d'opportunités d'être éduquées, d'hériter, de subsister et souvent même tout simplement de vivre leur sont offertes. Aux Indes, par exemple, on enregistre toujours disproportionnellement beaucoup plus d'avortements et d'infanticides dans le cas des filles.

2.2. Gouvernements

Dans un pays avec un gouvernement faible, il est très difficile pour la population de combattre la pauvreté parce qu'elle ne dispose pas des structures gouvernementales d'appui.

Au Congo par exemple, la corruption dans le secteur public constitue un obstacle structurel pour les classes populaires dans leur tentative d'ascension sociale. Un marchand d'huile de palme peut difficilement gagner



sa vie parce que celui-ci ou celle-ci est obligé(e) de payer de prétendues 'taxes' ou des pots-de-vin aux fonctionnaires qui trouvent dans cette corruption une solution à leur situation, la faible structure gouvernementale n'étant pas à même de les payer régulièrement et suffisamment.

Dans certains pays d'Amérique Latine, le gouvernement criminalise la protestation sociale afin d'empêcher que la population locale ne revendique ses droits auprès des entreprises d'exploitation minière multinationales qui s'installent dans leur région.

2.3. Des structures de conflits

Le sous-développement est souvent la conséquence de conflits armés. Les guerres et les occupations militaires infligent de graves préjudices au potentiel humain et économique des régions dans lesquelles elles ont lieu et absorbent les moyens qui étaient à l'origine destinés à la lutte contre la pauvreté, le développement de l'agriculture et la construction de la société. Les conflits armés sont, en outre, souvent accompagnés de violations importantes du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Quand ces violations présentent un caractère systématique, elles provoquent une spirale de violence et alimentent le conflit. Le conflit Israël-Palestine en est un exemple typique.



Israël occupe les territoires palestiniens et abuse déjà depuis des décennies de son contrôle sur le territoire. Par l'annexion et la confiscation du territoire palestinien, la construction des colonies israéliennes, l'érection du Mur et les restrictions de mouvement institutionnalisées, Israël viole les principes de base du droit d'occupation. La politique d'Israël de 'faits sur le terrain' difficilement réversibles rend un état Palestinien indépendant et viable de plus en plus utopique. Ce manque de perspective politique pour les Palestiniens sape les négociations de paix et renforce la popularité des groupements extrémistes.

2.4. Des structures internationales

- Institutions internationales:

La politique des institutions internationales telles que le Fonds Monétaire International (IMF), la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO) a également un impact très important sur les États du Sud. Ces institutions défendent en effet une plus grande croissance économique comme une condition nécessaire pour la lutte contre la pauvreté. Cependant les conditions qu'elles imposent avant de venir en aide aux pays en développement peuvent, dans certains cas, entraver la souveraineté de ces pays dans la réalisation de leurs propres projets. La position dominante que les grandes institutions financières (IFI) occupent au cours des négociations par rapport aux délégations des pays pauvres constitue également une injustice.



- Entreprises multinationales:

L'arrivée de grandes entreprises ayant des implantations dans divers pays (les dites 'multinationales') a souvent une influence néfaste sur la population du Sud. Du fait des importantes ressources dont ces multinationales disposent, elles profitent de la position de force qui est la leur lorsqu'elles négocient avec ces gouvernements faibles ou lourdement endettés. De cette façon, elles réalisent des transactions à des conditions défavorables pour le pays hôte, et obtiennent des normes sociales et des réglementations environnementales beaucoup moins sévères ou dont l'application est moins stricte que dans leur pays d'origine. Dans certains cas, ces entreprises peuvent acquérir un monopole dans des secteurs qui, traditionnellement, constituaient les revenus de la population locale. Certes cela n'est pas toujours le cas mais il y a toutefois, dans ces pays, un grand nombre d'exemples qui illustrent le fait que les intérêts de la population locale sont trop souvent bafoués. Au Congo, nous constatons par

exemple, dans le secteur minier, que la quasi-totalité des ressources naturelles sont pillées par les multinationales, lesquelles dérobent ainsi aux communautés locales de gigantesques profits. Appauvrie, la population paye à ses multinationales un lourd tribut au niveau de sa santé et de la dégradation de son environnement.

- Des intérêts économiques et politiques:

Au niveau international, il y a encore et toujours des injustices structurelles qui sont maintenues au nom d'intérêts économiques et politiques. À titre d'exemple, on peut citer les Accords de Partenariat Economique (EPA). Il s'agit de traités déterminant les relations commerciales entre l'Union Européenne (UE) et les pays individuels de l'ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Ces pays ont déjà depuis longtemps une relation de coopération avec l'UE, mais ces accords commerciaux, n'étant pas conformes aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (WTO), ont dû être revus, d'où les nouveaux EPA. D'après certaines critiques, les droits (limités) dont bénéficient les pays ACP dans leurs relations avec l'Europe souffriraient encore davantage par ces EPA. Le principe d'égalité qui est à la base de ces EPA pourrait, en théorie, paraître juste mais ne le serait que si les acteurs sur le terrain disposaient tous des mêmes opportunités. Ce qui évidemment n'est pas le cas dans une situation où des économies vulnérables et des gouvernements faibles doivent faire face à la dominance économique de l'UE.

Les intérêts politiques peuvent par exemple se manifester à l'égard de l'attribution d'aide d'urgence : il arrive que celle-ci n'arrive pas dans les régions où les besoins sont les plus grands, mais là où l'attention et l'intérêt géopolitique sont les plus grands.

- De l'injustice transfrontalière:

Les problèmes mondiaux sont également plus fortement ressentis dans le Sud. Le changement climatique est l'un des nombreux problèmes transfrontaliers dont les charges ne sont pas équitablement réparties. Le Nord est en grande partie responsable de la crise climatique par l'émission des gaz contribuant à l'effet de serre mais il en souffrira lui-même nettement moins que le Sud. La plupart des pays du Sud émettent relativement peu de gaz contribuant à l'effet de serre alors que ceux-ci souffrent d'autant plus des effets de la crise climatique, faisant les frais sociaux et écologiques de celle-ci. Ainsi les communautés indigènes des hauts plateaux de la Bolivie voient leur relation séculaire avec la nature perturbée par le réchauffement du climat. À cause du temps qui y est devenu imprévisible, les moissons sont mauvaises et la semence se perd. Les communautés indigènes vivent, de ce fait, sous la menace permanente d'une crise alimentaire.



QUI?

1. Qui fait l'action politique ?

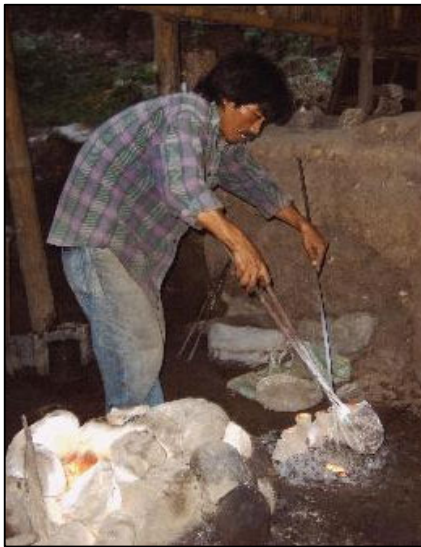
1.1. Le département du plaidoyer de Broederlijk Delen

L'équipe du département du plaidoyer est le moteur de l'action politique de Broederlijk Delen. Ses campagnes illustrent son engagement et ses partenariats la rendent légitime auprès des acteurs des scènes politiques nationale et internationale. L'objectif de Broederlijk Delen est d'exercer une influence sur la politique internationale dans des domaines d'importance pour le Sud de sorte que les populations locales obtiennent des chances équitables de pouvoir se développer.

Le département du plaidoyer est constitué de quatre collaborateurs, chacun étant spécialisé dans un domaine spécifique. Là aussi nous faisons des choix (géographiques et thématiques) pour obtenir les meilleurs résultats possibles. Nous mettons ainsi l'accent sur le Congo, l'Israël-Palestine, et le développement rural durable.

Le département du plaidoyer collabore étroitement avec divers réseaux nationaux et internationaux afin de renforcer son influence. C'est pourquoi nous sommes un membre actif de CIDSE, une alliance internationale d'organisations de solidarité catholiques qui s'occupent notamment d'une politique commune d'advocacy dans un certain nombre de domaines tels que le financement durable du développement, l'approvisionnement alimentaire, le changement climatique, et la gestion d'entreprises socialement responsables. Nous collaborons également avec Eurac, Pax Christi, le Réseau Européen pour l'Afrique Centrale et CoE-H ou Coordination Europe – Haïti, un réseau de lobby composé d'ONG Européennes engagées en Haïti.

1.2. Nos organisations partenaires dans le Sud



Les organisations partenaires de Broederlijk Delen dans le Sud réalisent également une grande part de l'action politique. Des organisations des droits de l'homme, mais aussi des communautés et groupes locaux exercent leur influence sur la politique nationale ou régionale dans des domaines tels que l'agriculture et le commerce ou dans des programmes de lutte contre la pauvreté. Broederlijk Delen soutient volontairement les actions politiques de bon nombre de ces organisations partenaires car leurs actions sont, pour Broederlijk Delen, indispensables pour une solution structurelle aux problèmes du Sud.

A titre d'exemple, on peut citer l'action du 'Legal Rights and Natural Resources Center (LRC)' aux Philippines. Ce centre dénonce l'exploitation minière menée par les multinationales et met en garde contre le préjudice ainsi causé au système écologique et aux communautés paysannes locales. Le LRC informe la population par des campagnes de sensibilisation à grande échelle, offre une assistance juridique à la population locale et fait des recherches en

matière de préjudices causés par l'exploitation minière afin de trouver des solutions alternatives pouvant améliorer la situation.

De la même manière, en Afrique Occidentale, INADES-Formation, conjointement avec le mouvement des paysans, les syndicats et l'église, mène des actions de lobbying politique. Elle milite contre l'introduction de cultures génétiquement manipulées là où encore trop peu de recherches ont été réalisées pour pouvoir évaluer les conséquences nocives que celles-ci pourraient avoir sur la sécurité alimentaire, la santé et la biodiversité. INADES se bat également pour une meilleure protection des petits paysans du Burkina Faso qui sont aujourd'hui complètement ruinés par l'importation à des prix de dumping des aliments provenant des pays Occidentaux



1.3. Le département des Programmes Internationaux de Broederlijk Delen

Les représentants de Broederlijk Delen dans le Sud soutiennent directement les organisations partenaires dans leur action politique :

- Les chargés de Programmes : chaque région dans le Sud a un responsable qui, à partir du bureau central à Bruxelles, défend les intérêts de la région qu'il représente, maintient des contacts avec les diverses organisations partenaires et coordonne le support des organisations partenaires.
- Les représentants locaux de BD constituent la charnière entre les organisations partenaires dans le Sud et Broederlijk Delen dans le Nord. Les représentants locaux résident et travaillent pour une période de maximum 5 ans dans une région déterminée dans le Sud.
- Les coopérants sont des collaborateurs temporaires ou des volontaires qui, pour une période de maximum 2 ans, mettent leur expertise à la disposition d'une organisation partenaire dans le Sud. Les coopérants sont donc souvent associés directement à l'action politique menée par les organisations partenaires.

1.4. Les volontaires

Lors des campagnes, Broederlijk Delen peut également compter sur le soutien non négligeable des volontaires qui se sont engagés auprès d'elle. Ceux-ci jouent surtout un grand rôle dans l'incitation du public à une prise de conscience collective autour d'un thème spécifique. Lors de la campagne de 2005, des centaines de volontaires ont ainsi collecté des signatures pour rappeler aux hommes politiques que trop peu avait été fait en faveur des Objectifs du Millénaire (MDG - Millennium Development Goals). Ceux-ci comportent huit objectifs visant à réduire de manière considérable la pauvreté dans le monde. La communauté internationale s'est engagée à les réaliser d'ici 2015.

Mais les volontaires s'engagent aussi à soutenir l'action politique de Broederlijk Delen en dehors des campagnes. Citons l'exemple des volontaires ayant accompagné Broederlijk Delen au Pèlerinage de la Paix en Israël et dans les territoires Palestiniens qui donnent gracieusement, tous les ans, des dizaines de conférences, contribuant ainsi à informer le grand public et à le rendre conscient du conflit Israélo-palestinien.

COMMENT?

Deux termes largement utilisés lorsqu'on parle d'action politique sont lobby et advocacy. On les confond souvent l'un avec l'autre. Bien que les deux aient en commun un objectif principal, celui de créer un vrai changement politique, il y a toutefois des différences entre les deux.

1. Lobby: influence sur la politique

On appelle lobby l'action d'influencer directement les acteurs politiques clés au niveau des décisions qu'ils prennent dans tel ou tel domaine. De pareils contacts avec les hommes politiques et les collaborateurs gouvernementaux peuvent être autant formels qu'informels et être réalisés tant par la population qu'au nom de celle-ci.

Le séminaire concernant l'aide Européenne aux territoires Palestiniens qui s'est tenu à Bruxelles en novembre 2008 en est un exemple concret. Le groupe de travail Palestine-Israël de CIDSE a organisé cette rencontre pour rendre un public d'acteurs politiques nationaux et Européens conscients de la problématique existante grâce à des workshops d'experts. Cette opération de communication était destinée à amener les acteurs politiques à s'intéresser davantage au problème et à les décider à promouvoir une politique plus efficace et plus cohérente de l'UE au Moyen Orient.

2. Advocacy: Information et sensibilisation

L'advocacy est un concept plus large ayant trait à la création d'une conscience publique autour d'un thème donné. Par la sensibilisation d'un public plus large, notamment au travers de nos campagnes, un plus grand nombre de personnes ont connaissance de nos idées et de nos prises de position. C'est cette base sociale qui va ensuite soutenir le lobbying politique direct. Nous considérons également le renforcement des capacités comme une forme

d'advocacy. Ainsi les organisations partenaires du Sud sont rendues capables de se charger elles-mêmes d'action politique.

En dehors du lobby direct, les collaborateurs du département du plaidoyer, mais aussi les autres départements au sein de Broederlijk Delen i.e. les organisations partenaires et les volontaires, s'engagent dans l'advocacy. Il s'agit d'éveiller les consciences et de mobiliser le public autour de thèmes que nous défendons par l'organisation de conférences, la communication avec les médias, la réalisation de brochures d'information, la conduite d'études, la mise en place d'actions, le renforcement des capacités, etc. Des actions de grande échelle sont souvent réalisées en collaboration avec des ONG ayant des thèmes d'action parallèles.

Advocacy dans la pratique



Un exemple d'advocacy menée par Broederlijk Delen a été la campagne de 2007 'Une part équitable pour le Congo'. Plus de cent organisations ont répondu à l'appel lancé par Broederlijk Delen conjointement avec un nombre d'autres ONG. Dans cet appel, nous demandions au gouvernement Congolais de revoir les contrats d'exploitation minière inéquitables signés dans des périodes politiquement instables entre les entreprises multinationales et le gouvernement. Le gouvernement Congolais y a donné suite en 2007 et a déclaré, après examen, qu'il allait 'revoir', voire 'résilier' plus de 60 contrats. A l'heure actuelle, la renégociation des contrats en question est presque terminée.

Des choix géographiques et thématiques

Afin d'arriver aux meilleurs résultats avec des moyens limités, nous sommes obligés de faire des choix dans notre action politique. Le Département du Plaidoyer vise surtout deux grandes régions (le Congo et Israël-Palestine) et un thème (le développement rural durable). Pourquoi faisons-nous précisément ces choix ?

1. Afrique centrale

1.1. Pourquoi?

En premier lieu, la présence de la Belgique sur ce territoire et les relations historiques qu'elle entretient avec son ancienne colonie du Congo joue un grand rôle dans ce choix. L'Afrique Centrale est, en outre, une région qui a été ravagée durant plusieurs années par des conflits sanglants : les guerres successives au Congo de l'Est constituent les conflits les plus meurtriers depuis la Seconde Guerre Mondiale.

Ajoutons également que l'histoire de Broederlijk Delen est directement liée à celle du Congo. La famine qui, en 1961, menaçait la population de Baluba déplacée au Kasai, Congo, fit l'objet de la première campagne de carême. Le Cardinal Van Roey plaida pour un lien entre le Carême et le soutien financier à un peuple en détresse. C'est de cette façon que l'organisation Broederlijk Delen fut créée.

Broederlijk Delen a ainsi acquis au cours de son existence une expertise et une expérience de valeur sur toutes les questions relatives au Congo et à sa région. Cela constitue une plus-value qui octroie légitimité et qualité à notre action politique de soutien.

1.2. Quoi?

S'atteler aux causes des conflits est l'un des principaux objectifs de l'action politique de Broederlijk Delen en Afrique Centrale.

Promouvoir la justice est un objectif très important de notre action en faveur de la Palestine. Notre action s'est notamment illustrée avec la campagne 'Ta tête contre le Mur'. Au cours de cette campagne des milliers de volontaires ont fait photographier leur tête à travers un trou dans le mur. Par cette initiative de conscientisation publique Broederlijk Delen a voulu inciter notre gouvernement à prendre des mesures afin que l'avis juridique de la Cour Internationale soit rendu concret. Cet avis stipule que le Mur construit par Israël est illégal et que les Etats Tiers ont l'obligation de faire en sorte que celui-ci soit démoli le plus rapidement possible.

3. Développement rural durable

3.1. Pourquoi?

Le développement rural durable constitue la préoccupation majeure de Broederlijk Delen. Beaucoup d'organisations partenaires sont orientées vers le développement rural dans le Sud. Un nombre de plus en plus important d'organisations partenaires dirigent elles-mêmes des actions politiques et plaident pour une politique agricole et alimentaire plus juste tant au niveau national qu'international, pour un accès partagé aux ressources et pour des règles de commerce équitables. Broederlijk Delen vise une diversification de l'économie rurale dans l'objectif d'un développement durable et d'une amélioration de la qualité de vie des gens en milieu rural. Ces derniers doivent être en mesure d'accéder à la terre, à l'eau et aux autres ressources mais également au savoir-faire, à la technologie, aux marchés, à l'information commerciale ainsi qu'au capital. Mais un milieu rural viable ne peut se construire sans un gouvernement solide qui investit dans des services de base et dans l'infrastructure rurale et qui rend la vie rurale attrayante.

3.2. Quoi?

La négligence politique en matière de développement rural et les régimes de commerce inéquitables font de la politique agricole et alimentaire la première priorité de lobby au niveau national et international. Pour Broederlijk Delen, cette politique a pour objectif le droit à la nourriture et la promotion de l'agriculture rurale. Nous espérons ainsi obtenir que les populations locales aient accès à la terre et aux autres ressources naturelles et qu'une politique nationale agricole qui soutient clairement les petites exploitations agricoles soit développée. Il est également primordial que le commerce international d'aliments et de produits agricoles soit organisé de façon à faire passer l'intérêt commun devant les intérêts privés. L'effort pour un développement rural durable se traduit par le suivi des tendances politiques (inter)nationales en matière d'agriculture et d'alimentation, le soutien des organisations partenaires dans les Sud et l'éducation politique. Si des mesures ne sont pas d'ores et déjà prises, les effets du changement climatique seront dramatiques pour les zones rurales du Sud. Les méthodes existantes d'agriculture s'avèrent le plus souvent inadaptées au changement de l'environnement et l'approvisionnement alimentaire assuré pour des centaines de millions de pauvres est de plus en plus menacé. Les gouvernements et les organisations internationales sont appelées à assumer leurs responsabilités à cet égard. Aussi, dans ce domaine, l'action politique de la société civile constitue malheureusement une nécessité pour exercer de manière concrète une pression sur ces acteurs afin que ceux-ci prennent des initiatives.

On n'abandonne pas !



Les structures d'injustice sont tenaces et la lutte est difficile. Des résultats de l'action politique sont souvent seulement visibles à long terme. Toutefois l'action politique est importante comme signe de solidarité avec le Sud et pour renforcer les processus de changement. Une bonne décision politique a parfois plus d'impact que la mise en œuvre de fonds, personnel et autres ressources sur le terrain. Pensez seulement à l'interdiction du travail des enfants instituée en 2006 aux Indes grâce à l'action politique de notre organisation partenaire NDWM (National Domestic Workers' Movement). De tels succès nous donnent le courage et la légitimité de continuer notre action politique.



Début mars 2009 est paru le **magazine politique 'Sleutelen aan Structuren (Modifier les structures)'**.

La brochure donne un aperçu de l'action politique de Broederlijk Delen. Les domaines d'action de nos lobbyistes y sont détaillés. Vous êtes également informés de l'action politique d'un certain nombre de nos organisations partenaires et des actions politiques menées dans le Nord. Une source d'information gratuite qui contient des articles clairs et accessibles illustrés par des photos en couleur et accompagnés d'une interview pertinente. Pour en savoir plus, demandez votre exemplaire auprès du secrétariat de la cellule politique –

silvia.schouppe@broederlijkdelen.be .